



Réponse de Rte à la consultation publique de l'ARCEP intitulée :
« Perspectives pour l'introduction du haut débit mobile dans la
bande 1,5 GHz »

26 septembre 2018

Avant-propos

RTE, Réseau de Transport d'Électricité, est une entreprise de service public. Sa mission fondamentale est d'assurer à tous ses clients, l'accès à une alimentation électrique économique, sûre et propre.

RTE connecte ses clients par une infrastructure adaptée, et leur fournit tous les outils et services qui leur permettent d'en tirer parti pour répondre à leurs besoins, dans un souci d'efficacité économique, de respect de l'environnement et de sécurité d'approvisionnement en énergie.

À cet effet, RTE exploite, maintient et développe le réseau à haute et très haute tension sur tout le territoire métropolitain.

RTE est le garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique. RTE achemine l'électricité entre les fournisseurs d'électricité (français et européens) et les consommateurs, qu'ils soient distributeurs d'électricité ou industriels directement raccordés au réseau de transport.

105 000 km de lignes comprises entre 63 000 et 400 000 volts, et 50 lignes transfrontalières connectent le réseau français à 33 pays européens, offrant ainsi des opportunités d'échanges d'électricité essentiels pour l'optimisation économique du système électrique.

RTE dispose d'un réseau de télécommunication afin d'assurer la gestion et la supervision de son réseau électrique. Ce réseau télécom contribue directement à la sûreté de fonctionnement et à la protection du réseau électrique.

Un décret du 1er décembre 2011 oblige, les gestionnaires des réseaux publics d'électricité et le titulaire d'autorisation d'une ligne directe, à disposer des systèmes de télécommunications indispensables au bon fonctionnement des ouvrages dont ils ont la charge

Le réseau de télécommunication de RTE est constitué de différents supports : fibre optique, courant porteur de ligne, liaison louée et faisceau hertzien.

RTE utilise les faisceaux hertziens pour la téléconduite et la téléprotection des ouvrages électriques. Ils constituent un enjeu pour la sûreté du réseau électrique.

Historiquement, le parc de FH de RTE a été construit dans la bande L.

Dans ce cadre, RTE répond ci-après, à la consultation publique émise par l'ARCEP sur l'avenir de cette bande, selon ses intérêts.

Question 1

Partagez-vous ces constats ?

Quelle est votre analyse quant à l'intérêt présenté par la bande 1,5 GHz pour l'introduction du mode SDL ? Dans quelles parties du territoire ?

RTE partage le constat d'une volonté au niveau européen pour l'harmonisation de la bande 1427 – 1518 MHz, ainsi que l'intérêt de cette bande pour les opérateurs mobiles.

RTE, n'étant pas opérateur, n'exprime aucun avis sur l'intérêt du SDL dans la bande 1,5 GHz.

En revanche, **RTE dispose de 104 faisceaux hertziens dans la bande L réparties sur l'ensemble du territoire**. Ces liaisons assurent les services de téléconduite et de téléprotection du réseau de transport du système électrique haute et très haute tension. Elles contribuent à la sûreté du système électrique.

Pour RTE, cette bande présente les intérêts suivants :

- canalisations et redevances adaptées aux débits pour la téléconduite et téléprotection
- antennes « Yagi » facilitant l'implantation sur les infrastructures
- adaptée pour des longues distances (> 20 km)

Une attribution de cette bande à d'autres usagers entraînera un impact financier et technique, pour des solutions de remplacements.

Question 2

Quels usages sont envisagés ? A combien estimez-vous la quantité de fréquences minimale nécessaire pour un opérateur ?

Hors périmètre RTE.

Question 3

Quelles sont les perspectives de disponibilité d'équipements mobiles ? A quelle échéance ?

Hors périmètre RTE.

Question 4

Quelle est votre analyse quant à l'intérêt présenté par l'utilisation de la bande 1,5 GHz pour les stations de base à faible puissance, notamment dans le bloc de fréquences 1427-1432 MHz tel que le prévoit le rapport CEPT 65 ?

Hors périmètre RTE.

Question 5

Que pensez-vous de la proposition de n'autoriser les nouveaux FH jusqu'au 31 décembre 2022 ? Avez-vous d'autres propositions permettant de tenir compte du contexte dans cette bande ?

RTE ne commande plus de nouvelles liaisons dans la bande L.

Toutefois, il peut exister des besoins ponctuels de réingénierie sur des liaisons existantes en bande L.

RTE souhaite que dans ces cas, une autorisation puisse être accordée jusqu'au 31 décembre 2022.

Question 6

Comment articuler la mise à disposition de la bande pour le mobile SDL et l'usage actuel de la bande par les faisceaux hertziens ? A quelles conditions les deux usages peuvent-ils cohabiter ?

Faut-il migrer les faisceaux hertziens vers la bande 6 GHz ou une autre bande ? Laquelle ?

La majorité (75%) des liaisons RTE en bande L se trouvent dans le sud-est du territoire.

Dans un scénario où l'harmonisation se ferait par zone géographique, RTE exprime son intérêt pour prioriser les autres régions.

Si migration, RTE migrera vers la ou les bandes qui lui semblent les plus appropriées à son besoin (débits et distances).

A ce stade, la bande 6 GHz en bande étroite est une option étudiée. Les bandes 13 et 23 GHz sont également des bandes envisagées. RTE déploie ses nouvelles liaisons dans ces 2 bandes.

RTE alerte sur le fait que compte tenu des faibles volumes de faisceaux hertziens déployés ces dernières années, l'entreprise ne dispose actuellement pas des moyens pour industrialiser le déploiement et donc respecter l'échéance potentielle du 1^{er} janvier 2023.

Question 7

Quelle est votre vision de la disponibilité d'équipements pour des faisceaux hertziens à bande étroite utilisant la bande 6 GHz ou d'autres bandes de fréquences pouvant répondre à ce besoin ?

RTE consulte régulièrement les équipementiers sur cette bande.

Aucun n'a confirmé, à date, la disponibilité dans son catalogue.

Toutefois, deux fournisseurs nous ont indiqué la possibilité de développer ce produit sous réserve d'un volume critique.

Question 8

Quelle est votre analyse sur les conditions de coexistence entre le mobile SDL et le service mobile par satellite au-dessus de 1518 MHz ?

Les conditions prévues par la décision 2018/661 de la Commission européenne sont-elles suffisantes ou faut-il prévoir des mesures complémentaires ? Lesquelles ?

Hors périmètre RTE.